

**Nations unies - Mali - MINUSMA -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 19 octobre 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Jean-Pierre Lacroix, pour son intervention très éclairante. Je salue également la présence appréciée autour de cette table de l'ambassadeur Konfourou, qui interviendra tout à l'heure au nom du Mali.

Je souhaite débiter mon intervention en adressant nos vœux de prompt rétablissement aux 5 soldats tchadiens de la MINUSMA grièvement blessés lors du passage de leur véhicule sur un engin explosif hier au Nord Mali. Je salue également la mémoire du caporal Abdelatif Rafik, décédé dans des circonstances accidentelles mercredi à Gao dans le cadre de l'opération Barkhane ; son décès porte à 23 le nombre de soldats français morts au Mali depuis 2013. Nos pensées vont enfin à tous les soldats maliens et de la région et aux casques bleus de la MINUSMA qui ont perdu la vie au cours des derniers mois pour lutter contre le terrorisme et promouvoir la paix au Mali et au Sahel. Leur sacrifice nous oblige tous.

Madame la Présidente,

L'élection qui a conduit au renouvellement du mandat du président Keita a constitué un moment important de la vie démocratique malienne. Je tiens ici à saluer le rôle décisif joué par la MINUSMA - tant à travers ses bons offices que par son soutien logistique et sécuritaire - pour que ce scrutin se déroule dans des conditions satisfaisantes, comme cela a d'ailleurs été reconnu par ce Conseil et par l'ensemble des observateurs présents sur le terrain. Il importe désormais que l'ensemble des acteurs politiques maliens aillent de l'avant, en reconnaissant les résultats de cette élection et en travaillant de concert en faveur de la stabilisation du Mali. Le report annoncé de quelques mois des élections législatives, suite à un avis favorable de la Cour constitutionnelle, est par ailleurs bienvenu. Il doit permettre de mettre en oeuvre dans l'intervalle plusieurs réformes institutionnelles qui auront un impact direct sur ces scrutins.

Madame la Présidente,

La mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation doit demeurer la priorité des priorités. La signature du Pacte pour la paix, quelques mois seulement après l'adoption de la résolution 2423, est une bonne nouvelle qui acte notamment le réengagement de l'ensemble des parties maliennes et des acteurs internationaux en faveur d'une mise en oeuvre rapide, pleine et inclusive de l'accord de paix. Il nous appartient d'accompagner cette dynamique, en

mobilisant l'ensemble des outils dont dispose la communauté internationale pour encourager les parties à avancer. Nous souhaitons notamment que le comité de sanctions poursuive son travail dès les prochaines semaines en effectuant un déplacement sur le terrain, qui devra lui permettre d'avoir des contacts avec l'ensemble des parties maliennes ainsi qu'avec les différents acteurs de la médiation internationale. Je tiens à cet égard à saluer le travail mené par la Suède à la tête de ce comité.

Mais ne nous y trompons pas. De nombreux progrès restent encore à réaliser, et ils sont urgents. La résolution 2423 a posé un cadre clair à cet égard, en définissant une liste de mesures prioritaires, tirées de la feuille de route agréée par les parties maliennes, dont la mise en oeuvre sera examinée dans un rapport du secrétaire général 6 mois après l'investiture du président malien. Ce délai a commencé à courir. Il nous engage tous. C'est donc maintenant qu'il faut agir.

Madame la Présidente,

Les dernières semaines ont été marquées par un début de dynamique positive qu'il appartient de saluer, d'encourager et de renforcer. Je pense notamment à l'annonce du lancement dans les jours à venir d'un processus de DDR accéléré pour les combattants des MOCs, à la finalisation en cours des contours de la zone de développement des régions du Nord, à l'octroi d'une plus grande place aux femmes au sein du nouveau gouvernement ou encore à la mise en place d'un cadre de concertation hebdomadaire entre les différentes parties maliennes - sous la houlette du ministre Lassine Bouaré. Ce sont autant de signaux qui illustrent à nos yeux la volonté des parties d'accélérer le rythme de mise en oeuvre de l'accord. D'autres progrès sont bien sûr encore nécessaires, notamment sur le volet institutionnel ou dans le domaine de la justice et de la réconciliation. Mais une dynamique positive a été lancée. Et il importe qu'elle soit confirmée au cours des semaines à venir.

Madame la Présidente,

La dégradation continue de la situation dans le Centre du pays, comme vient de le rappeler le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, continue par ailleurs de susciter notre vive préoccupation. Les attaques des derniers jours illustrent d'elles-mêmes la gravité de la menace qui pèse sur cette partie du Mali et, plus largement, sur la région du Liptako-Gourma. Nous saluons la mobilisation du Premier ministre sur ce dossier, et ses récents déplacements dans la région pour encourager le retour de la présence et de l'autorité de l'Etat dans le Centre.

Il est essentiel que la communauté internationale appuie pleinement ces efforts afin que l'Etat malien dispose de plus de moyens pour reconquérir le Centre. Le redéploiement des FAMAs dans cette zone est un aspect de l'équation. Des outils ont été mis en place dans le mandat de la MINUSMA pour soutenir cette entreprise, depuis juin 2017. Il est important que les autorités maliennes et la mission les mettent davantage à profit. Nous attendons également de la MINUSMA qu'elle continue à mettre en oeuvre les nouvelles orientations de son mandat en matière de protection des civils, à la hauteur de ses moyens et sans remettre en cause la priorité stratégique que constitue le soutien à la mise en oeuvre de l'accord.

Madame la Présidente,

La France souhaite enfin insister sur le fait que la stabilisation du Mali et de sa région ne peut passer que par une action complémentaire et coordonnée des différentes présences de sécurité sur place, qui partagent toutes le même objectif de soutenir la mise en oeuvre de l'accord. L'appui apporté cette semaine par Barkhane aux FAMAs dans le cadre d'une opération contre-terroriste dans la région des trois frontières illustre tout l'intérêt de cette approche partenariale. Il en va de même, dans un autre registre, du soutien opérationnel et logistique régulièrement échangé entre les différents acteurs. La résolution 2423 a envoyé un message clair à cet égard : chacun doit rester dans son rôle et dans les limites de son mandat ; mais tous doivent se coordonner et s'apporter un soutien réciproque sur le terrain dans un contexte difficile. N'oublions pas que les ennemis de la paix, de leur côté, ne nous ont pas attendus pour coopérer entre eux.

Madame la Présidente,

Comme nous l'avons collectivement exprimé lors de l'adoption de la résolution 2423, l'urgence est aujourd'hui à la mise en oeuvre de l'accord de paix. Le délai de 6 mois pour mettre en oeuvre les mesures prioritaires identifiées par ce Conseil a commencé à courir. C'est là-dessus que les parties maliennes doivent aujourd'hui concentrer toute leur énergie. La France proposera une déclaration à la presse en ce sens à l'issue de cette réunion.

Je vous remercie./.